



**PRÉFET  
DU VAL-  
DE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial  
Bureau de l'environnement et des procédures d'utilité publique**

**Arrêté préfectoral n° 2025/03853 du 25 SEP. 2025**  
portant mise en demeure au titre de la réglementation des installations classées  
pour la protection de l'environnement  
la Société SCUC sise à Créteil, 1 rue des archives  
Pour l'établissement SCUC PALAIS F, sise à Créteil, Route de Choisy

**LE PRÉFET DU VAL-DE-MARNE**

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-8, L. 172-1 et L. 511-1 ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration, en particulier l'article L. 122-1 ;
- VU** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Étienne STOSKOPF en qualité de préfet du Val-de-Marne ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°92/1967 du 28 avril 1992 portant réglementation complémentaire de la chaufferie des quartiers F et G exploitées par la SA MONTENAY et la SEMAEC (Ville de Créteil) route de Choisy – RN 186 à Créteil ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°97/1962 du 12 juin 1997 portant réglementation complémentaire des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement exploitées par la société ESYS MONTENAY à Créteil ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2007/3891 du 5 octobre 2007 portant réglementation complémentaire pour les installations classées pour la protection de l'environnement - Rejets atmosphériques de l'installation de combustion Chaufferie du Palais F et G » exploitées par la « SCUC » à Créteil, route de Choisy, R.N. 186 ;
- VU** le récépissé de déclaration de succession du 5 février 1998 faisant connaître que la Société de Chauffage Urbain de Créteil a succédé à la Société ESYS-MONTENAY dans l'exploitation des chaufferies ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 17 avril 2025 établi à la suite de la visite d'inspection effectuée sur le site le 29 janvier 2025, et transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** l'audit de conformité communiqué par l'exploitant en date du 29 janvier 2025, référence 0797220/21963158-1, réalisé sur les installations classées en rubrique 2910 à enregistrement au sein de l'établissement SCUC PALAIS F ;
- VU** le courriel de réponse de l'exploitant en date du 29 janvier 2025 à la suite de l'inspection réalisée ce même jour ;
- VU** le plan d'action, transmis par courriel du 29 janvier 2025, devant être mise en œuvre dans le cadre des non-conformités relevées dans l'audit de conformité référence 0797220/21963158-1, réalisé sur les installations classées en rubrique 2910 à enregistrement SCUC PALAIS F ;

**VU** le courrier préfectoral en date du 21 mai 2025 informant, conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, l'exploitant de la sanction susceptible d'être prise à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**VU** l'absence d'observation de l'exploitant à l'issue du délai fixé par le courrier du 21 mai 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 29 janvier 2025, qu'il a été constaté que les non-conformités suivantes avaient été relevées dans l'audit de conformité, référence 0797220/21963158-1, réalisé sur les installations classées en rubrique 2910 à enregistrement au sein de l'établissement SCUC PALAIS F :

- deux fûts en plastique de 1000 L ne sont pas posés sur des rétentions ;
- absence d'un dispositif de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie ;
- absence d'un plan des réseaux des eaux ;
- absence de la note de calcul de la hauteur des cheminées.

**CONSIDÉRANT** les délais de remise en conformité proposés par l'exploitant dans son plan d'action ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant doit se conformer aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement dont la date d'applicabilité est au 20 décembre 2018 ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

La société SCUC (SIRET : 413 513 672 00019) est mise en demeure de respecter, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, pour l'établissement SCUC PALAIS F qu'elle exploite sis route de Choisy à Créteil, le point I de l'article 29 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 :  
*« I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :*

- *100 % de la capacité du plus grand réservoir ;*
- *50 % de la capacité totale des réservoirs associés. (...) ».*

### **Article 2**

La société SCUC est mise en demeure de respecter, dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, pour l'établissement SCUC PALAIS F qu'elle exploite sise route de Choisy à Créteil, le point V de l'article 29 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 :

*« V. Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.  
(...) »*

*En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.*

*Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :*

- *du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;*
- *du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;*
- *du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. (...) ».*

### Article 3

La société SCUC est mise en demeure de respecter, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, pour l'établissement SCUC PALAIS F qu'elle exploite sis route de Choisy à Créteil, l'article 40 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 :

« (...) »

*Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation. ».*

### Article 4

La société SCUC est mise en demeure de respecter, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, pour l'établissement SCUC PALAIS F qu'elle exploite sis route de Choisy à Créteil, l'article 54 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 :

*« La hauteur « hp » de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne au sol à l'endroit considéré exprimée en mètres) d'un appareil est déterminée en fonction de la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion dans laquelle l'appareil de combustion est inclus et en fonction du combustible consommé par l'appareil.*

*Si plusieurs conduits sont regroupés dans la même cheminée, la hauteur de cette dernière sera déterminée en se référant au combustible et au type d'appareil donnant la hauteur de cheminée la plus élevée.*

*Pour les installations utilisant normalement du gaz, il n'est pas tenu compte, pour la détermination de la hauteur des cheminées, de l'emploi d'un autre combustible lorsque celui-ci est destiné à pallier, exceptionnellement et pour une courte période, une interruption soudaine de l'approvisionnement en gaz.*

#### A. Détermination des hauteurs de cheminées :

*Les hauteurs indiquées entre parenthèses correspondent aux hauteurs minimales des cheminées associées aux installations situées au moment du dépôt complet et régulier du dossier d'enregistrement dans le périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère tel que prévu à l'article R. 222-13 du code de l'environnement.(...)*

#### 3. Autres appareils de combustion :

Type de combustible	1 MW et < 2 MW	2 MW et < 4 MW	4 MW et < 6 MW	6 MW et < 10 MW	10 MW et < 15 MW	15 MW et < 20 MW	20 MW et < 30 MW	30 MW et < 50 MW
Combustibles solides	10 m (15 m)	12 m (18 m)	14 m (21 m)	14 m (21 m)	15 m (22 m)	16 m (24 m)	19 m (28)	22 m (33 m)
Fioul domestique	5 m (7 m)	6 m (9 m)	8 m (12 m)		10 m (15 m)		11 m (17 m)	14 m (20 m)
Autres combustibles liquides	7 m (10 m)	8 m (12 m)	9 m (14 m)	11 m (17 m)	13 m (19 m)	14 m (21 m)	16 m (24 m)	19 m (29 m)
Gaz naturel, Biométhane	4 m (6 m)	5 m (7 m)	6 m (10 m)		8 m (12 m)		9 m (14 m)	10 m (17 m)
Autres combustibles gazeux	5 m (7 m)	6 m (9 m)	8 m (12 m)		10 m (15 m)		11 m (17 m)	14 m (20 m)

#### B. Prise en compte des obstacles :

S'il y a, dans le voisinage, des obstacles naturels ou artificiels de nature à perturber la dispersion des gaz, la hauteur de la cheminée est calculée comme suit :

- on retient la valeur «  $h_p$  » définie au A du présent article ;
- on considère comme « obstacles », les reliefs, les structures ou les immeubles, et notamment celui abritant l'installation étudiée, remplissant simultanément les conditions suivantes :
  - ils sont situés à une distance horizontale (exprimée en mètres) inférieure à  $5D$  de l'axe de la cheminée considérée ;
  - ils ont une largeur supérieure à 2 mètres ;
  - ils ont une largeur supérieure à la largeur de leur intersection avec un cône d'axe horizontal et d'angle 15 degrés dont le sommet est le débouché de la cheminée ;
- soit «  $h_i$  » l'altitude (exprimée en mètres et prise par rapport au niveau moyen du sol à l'endroit de la cheminée considérée) d'un point d'un obstacle situé à une distance horizontale «  $d_i$  » (exprimée en mètres) de l'axe de la cheminée considérée, et soit «  $H_i$  » défini comme suit :
  - si l'obstacle considéré est situé à une distance inférieure à  $D$  de l'axe de la cheminée :  $H_i = h_i + 5$  ;
  - si l'obstacle considéré est situé à une distance comprise entre  $D$  et  $5D$  de l'axe de la cheminée,  $H_i = 5/4 (h_i + 5) (1 - d_i / (5D))$ .

Pour les combustibles gazeux et le fioul domestique,  $D$  est pris égal à 25 mètres si la puissance thermique nominale totale est inférieure à 10 MW et à 40 mètres si la puissance thermique nominale totale est supérieure ou égale à 10 MW. Ces distances sont doublées dans le cas des autres combustibles.

- soit  $H_p$  la plus grande des valeurs  $H_i$  calculées pour tous les points de tous les obstacles définis ci-dessus ;

La hauteur de la cheminée est supérieure ou égale à la plus grande des valeurs «  $H_p$  » déterminée au présent point et «  $h_p$  » déterminée au point A du présent article. ».

#### **Article 5**

La présente décision, soumise à un contentieux de pleine juridiction en application des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement, peut être déférée au Tribunal administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou de sa publication.

La présente décision peut faire l'objet de recours administratifs, dans le délai de deux mois :

- recours gracieux auprès du préfet du Val-de-Marne, 21-29 avenue du Général de Gaulle, 94 038 Créteil Cedex ;
- recours hiérarchique auprès du ministre de la Transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche, 246 boulevard Saint-Germain, 75 007 Paris.

#### **Article 6**

Le secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne et la directrice de l'unité départementale du Val-de-Marne de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SCUC.

Le Sous-Préfet  
  
Sébastien HUMBERT